

## ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

Le Maire de la Commune de MAZAMET,

VU le code de la voirie routière et notamment son article L112-1,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi du 07 janvier 1983,

VU la demande en date du 09 février 2024, reçue le 16 février 2024, des indivisaires VIDAL Alain et Jean-Luc domiciliés respectivement Roussoulp – rue des Pinsons 81200 AIGUEFONDE et la Métairie Haute 81200 MAZAMET, représentés par GéoSudOuest (SELAS de Géomètres-Experts n°OGE : 2019C300003) – ZAC du Causse Espace d'Entreprises 81100 CASTRES, nécessitant de mettre en œuvre la procédure de délimitation partielle d'un segment de voie affecté à la domanialité publique, en l'occurrence de la voie communale, dite route de Brettès, au droit de la parcelle cadastrée commune de Mazamet section D n°464,

VU le procès-verbal concourant à la délimitation partielle de la propriété de la personne publique – dossier n°MA24004-D du 23 janvier 2024 et le plan établis par le géomètre de GéoSudOuest délimitant la parcelle cadastrée section D n°464 sise Les Brettès à Mazamet,

Considérant qu'il y a lieu d'établir un arrêté d'alignement route de Brettès au droit de cette parcelle,

### ARRÊTE

#### **Article 1 - ALIGNEMENT.**

L'alignement de la voie communale sus mentionnée au droit de la parcelle cadastrée section D n°464 est défini conformément au plan ci-annexé, établi par le géomètre expert de GéoSudOuest - réf. « *plan de délimitation – propriété de l'indivision VIDAL* » annexé au procès-verbal de délimitation de la propriété de la personne publique dossier n° MA24004-D du 23 janvier 2024.

Cet alignement permet de constater que la limite de fait correspond à la limite de la propriété, et établit que la limite de propriété au droit de cette parcelle est définie par la ligne reliant les sommets 8-7-9-du plan ci-annexé.

#### **Article 2 – RESPONSABILITÉ.**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 3 – VALIDITE ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTÉ.**

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

*Annexe : le procès-verbal de délimitation de la propriété des personnes publiques dossier n° MA24004-D du 23 janvier 2024 et le « plan de délimitation de la propriété de la personne publique » établis par M. Christophe DUHEM (04832) géomètre expert foncier D.P.L.G. de GéoSudOuest.*

MAZAMET, le 20 février 2024.

Le Maire,



Olivier FABRE.

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication.*